

LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA MODERNISATION DES FLOTTES PUBLIQUES

Filiale d'Arval, le spécialiste en France de la location multimarque de véhicules d'entreprise, Public LLD se consacre entièrement aux Acteurs Publics et à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Public LLD a structuré son offre pour répondre aux besoins de quatre types d'acteurs, tous investis d'une mission de service public ou d'intérêt général :

- **l'État et ses Établissements Publics**
- **les Collectivités Territoriales et leurs groupements**
- **les acteurs de la Santé et de l'Économie Sociale et Solidaire**
- **le logement social et l'aménagement du territoire.**

L'objectif de performance environnementale devient central dans les choix des Acteurs Publics et de l'ESS qui se veulent exemplaires. Mais il faut être pragmatique et tenir compte des réalités économiques ou d'usage. L'ensemble des parcs publics représente plus de 450 000 véhicules, avec un âge moyen de 9 ans pour les collectivités et de 7 ans pour l'État. **Ces parcs sont encore fortement dieselisés sans que cela soit justifié au regard des kilométrages annuels effectués** (autour de 15 000 km/an).

Or les renouvellements par des véhicules à faibles émissions sont encore peu fréquents, et largement en dessous des quotas souhaités par les Gouvernements successifs. La première étape de la transition énergétique consiste avant tout à un rééquilibrage du mix énergétique : essence, hybride, électrique et diesel. C'est pour une mise en œuvre pragmatique et opérationnelle de cette transition que les acteurs publics demandent à être accompagnés.

Les autres enjeux sont d'ordre économique, financier, et politique.

Plus que jamais, le financement des **collectivités locales** est sous tension. Dans un contexte de réduction des dotations de l'État et d'une évolution défavorable de leurs ressources tirées de la fiscalité locale, retrouver des marges de manœuvre budgétaires est désormais une priorité impérieuse pour ces acteurs. En parallèle, l'évolution des besoins - qui découle notamment des transferts de compétences et des réformes territoriales - nécessite une recomposition et un redimensionnement des parcs.

Pour **l'État et ses services**, déjà engagés dans une démarche de rationalisation, les contraintes budgétaires (endettement, équilibre des finances publiques, engagements pluriannuels, etc.) sont également très fortes.

Ces perspectives devraient logiquement amener la puissance publique à faire évoluer son modèle patrimonial classique vers un écosystème plus flexible, tel que celui de la location longue durée, qui apporte des avantages décisifs et durables.